

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 20/11/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHAUVE Energies

26 rue des Rosati
62 000 Arras

Référence : N4-2025-1218_RI

Code AIOT : 0006306710

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement CHAUVE Energies implanté à La Lande de la Pierre 44 320 Chauvé. L'inspection a été annoncée le 10/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUVE Energies
- La lande de la pierre 44 320 Chauvé
- Code AIOT : 0006306710
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de La lande des Vents, propriété de la société CHAUVE ENERGIES, implanté sur la commune de Chauvé, est composé de 6 éoliennes de 2 MW chacune et d'un poste de livraison, représentant une puissance totale installée de 12 MW. Il s'agit d'un parc ayant obtenu son permis de construire par arrêté préfectoral du 18/12/2006 prorogé d'un an à compter du 03/08/2012 par arrêté préfectoral du 23/12/2011. Par ailleurs, au titre des ICPE, ce parc a obtenu le bénéfice de l'antériorité par accusé de réception préfectoral du 25/09/2012. La mise en service du parc date du 07/02/2013.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
6	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
7	Vérification de la mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
9	Maintenance des systèmes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.	Demande de justificatif à l'exploitant

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Sécurisation des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
2	Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
3	Affichage des consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
4	Bridage chiroptères	Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 2
5	Test de mise à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
8	Contrôle des brides de fixation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
10	Langue du rapport de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des éléments sont attendus rapidement sur la levée des non-conformités des installations électriques haute tension. La mesure de la continuité électrique notamment au niveau des pales devra être faite pour répondre aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 sur la maîtrise du risque foudre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Sécurisation des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurisation des accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Lors de l'inspection, les accès aux éoliennes E1 et E2 ainsi qu'au poste de livraison ont été contrôlés. Les accès étaient correctement fermés.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Identification des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des aérogénérateurs
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.
Constats : Les éoliennes E1 et E2 sont identifiées par un numéro, affiché en caractères lisibles sur leur mât.
Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Affichage des consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage des consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale, l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur, la mise en garde face aux risques d'électrocution et la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Les panneaux à l'entrée du site des éoliennes E1 et E2 et du poste de livraison sont en très bon état et contiennent les informations demandées.
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Bridage chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage en faveur des chiroptères
Prescription contrôlée : À partir de l'année 2024, l'exploitant met en place un plan de bridage du parc éolien consistant en l'arrêt des six éoliennes du parc : <ul style="list-style-type: none">• du 15 mars au 31 mai :<ul style="list-style-type: none">◦ température est supérieure ou égale à 10 °C◦ vitesse du vent est inférieure ou égale à 6 m/s,◦ de 30 minutes avant le coucher du soleil jusqu'à 3 heures après, de 1 heure avant le lever du soleil jusqu'à 30 minutes après ;• du 1^{er} juin au 31 juillet :<ul style="list-style-type: none">◦ température est supérieure ou égale à 10 °C◦ vitesse du vent est inférieure ou égale à 6 m/s,◦ de 1 heure avant le coucher du soleil jusqu'à 1 heure après le lever du soleil ;• du 1^{er} août au 30 septembre :

<ul style="list-style-type: none"> ◦ température est supérieure ou égale à 10 °C ◦ vitesse du vent est inférieure ou égale à 7 m/s, ◦ de 1 heure avant le coucher du soleil jusqu'à 1 heure après le lever du soleil ; • du 1^{er} au 31 octobre : <ul style="list-style-type: none"> ◦ température est supérieure ou égale à 10 °C ◦ vitesse du vent est inférieure ou égale à 6 m/s, ◦ De 30 minutes avant le coucher du soleil jusqu'à 3 heures après, de 1 heure avant le lever du soleil jusqu'à 30 minutes après.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un extrait de fonctionnement de l'éolienne E1 entre le 15 août et le 15 septembre 2025 comportant, par pas de 10 minutes : la température extérieure, la vitesse de vent mesurée au niveau de la nacelle de l'éolienne et la puissance produite.</p> <p>Les données montrent le respect des dispositions du bridage en faveur des chiroptères.</p> <p>Néanmoins, des données sont manquantes du 19 août 2025 à 18h20 jusqu'au 20 août 2025 à 15h00 ainsi que du 23 août 2025 de 6h40 à 11h10. L'exploitant indique que cela correspond à l'arrêt total du parc suite à des défauts sur le réseau électrique. Ces anomalies sont consignées dans le logiciel de gestion des éoliennes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°5 : Test de mise à l'arrêt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise à l'arrêt</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les rapports de maintenance réalisés par SIEMENS GAMESA le 9 avril 2025 pour l'ensemble des éoliennes.</p> <p>Le test d'arrêt ne fait pas l'objet d'un point de contrôle particulier. Cependant, l'exploitant a transmis les actions détaillées du point de contrôle 2.12.1 "Accès sécurisé à l'éolienne" qui indique les modalités d'arrêt de l'éolienne.</p> <p>Le test d'arrêt d'urgence correspond aux points 4.2 du chapitre 4.1 Converter maintenance et 4.2 du chapitre 3.2.3 Electrical maintenance et ne présente pas de défaut pour l'ensemble des éoliennes.</p> <p>Le test de survitesse correspond aux points 4.12 et 4.13 du chapitre 3.2.3 Electrical maintenance. Le point est conforme pour l'ensemble des éoliennes.</p> <p>L'exploitant indique que le test de survitesse est testé par injection d'une fréquence par impulsion pour détecter la vitesse de déclenchement et simuler une survitesse.</p> <p>Les valeurs de rotation déclenchant l'arrêt sont cohérentes entre elles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°6 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de vérification des installations électriques réalisée par la société APAVE en date du 16 juillet 2025 pour les 6 éoliennes. Les rapports font apparaître plusieurs non-conformités dont un échauffement anormal constaté sur les installations haute tension en E3 et un câble haute tension en mauvais état en E4. Les non-conformités sont gérées par le prestataire INEO.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, tout document attestant de la levée des non-conformités et prioritairement ceux concernant la partie haute tension.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N°7 : Vérification de la mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme « NF EN » IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L.181-8 du Code de l'environnement « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.
Constats : L'exploitant indique que la vérification de la pérennité de la mise à la terre a été contrôlée dans le cadre de la vérification des installations électriques. Néanmoins, la vérification de la mise à la terre dans le cadre des vérifications électriques ne répond pas aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

De surcroît, la vérification doit intégrer celle des pales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procède à la vérification spécifique des installations qui concernent le risque foudre et notamment les pales. L'exploitant s'assure que le prestataire est compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N°8 : Contrôle des brides de fixation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Brides de fixation
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Les vérifications des brides sont réalisées dans le cadre des maintenances annuelles au chapitre 3.3 Bolt Maintenance. L'ensemble de ces points sont conformes. L'exploitant indique que le serrage est vérifié de manière visuelle ou au couple de serrage si la vérification visuelle n'est pas satisfaisante. Le document de maintenance indique une vérification totale des brides tous les 24 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Maintenance des systèmes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de sécurité
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : L'exploitant a listé l'ensemble des points de maintenance liés à la vérification de ces systèmes : <ul style="list-style-type: none"> • Anémomètres point 4.18 du chapitre 3.2.3 Electrical maintenance ; • Capteur de survitesse aux points 4.12 et 4.13 du chapitre 3.2.3 Electrical maintenance ; • Arrêt d'urgence aux points 4.2 du chapitre 4.1 Converter maintenance et 4.2 du chapitre

3.2.3 Electrical maintenance ;

- Système de calage des pales aux points 3.1 à 3.10 du chapitre 3.2.3 Electrical maintenance. Le point 3.4 est noté « ok » seulement pour E2. L'exploitant indique que c'est une erreur car le modèle ne dispose pas d'un moteur pour le réglage de l'orientation des pales mais d'un système hydraulique ;
- Frein mécanique au point 4.2 du chapitre 3.2.3 Electrical maintenance ;
- Contrôle du détecteur d'oscillation 4.11 du chapitre 3.2.3 Electrical maintenance ;
- Contrôle du système de détection de givre : celui-ci se fait via les anémomètres. L'exploitant indique que chaque éolienne dispose de deux anémomètres dont un seul est chauffé. En cas de survenu de conditions météorologiques susceptibles de créer du givre, un des anémomètres ne sera pas fonctionnel contrairement à l'anémomètre chauffé. La discordance de données entre les deux anémomètres indique la présence de givre. Le chauffage de l'anémomètre est vérifié au point 4.18 du chapitre 3.2.3 Electrical maintenance.

L'ensemble des points sont conformes pour l'ensemble des éoliennes.

Concernant le contrôle du détecteur de fumée, l'exploitant indique que chaque éolienne dispose d'un détecteur testé par WPD annuellement. Néanmoins, les rapports de vérification n'ont pas été transmis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet tout document attestant de la vérification des détecteurs de fumée pour l'ensemble des éoliennes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N°10 : Langue du rapport de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3

Thème(s) : Autre, Rapport de maintenance

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.

Constats :

Les registres de maintenance sont fournis en anglais ; néanmoins le document vierge en français est également transmis.

Type de suites proposées : Sans suite